

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 40 (1993)
Heft: 4

Rubrik: Aktuell = Actualité = Attualità

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

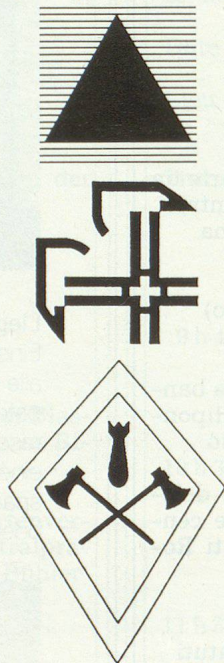
Protection civile 95 – Armée 95 – Corps de sapeurs-pompiers 95: premier rapport commun

Une coopération nécessaire

JM. Les nouveaux plans directeurs de la protection civile, de l'armée et des corps de sapeurs-pompiers prévoient une meilleure coordination des activités de ces organisations partenaires. La coopération doit permettre, en toutes circonstances, d'intervenir plus efficacement et d'éviter que les mêmes tâches ne soient confiées à des institutions différentes. Mettre au point les détails de cette coordination, tel était le but d'une journée de travail qui s'est tenue le 20 janvier dernier au centre fédéral d'instruction de la protection civile de Schwarzenburg et qui réunissait pour la première fois les responsables de l'Office fédéral et des offices cantonaux de la protection civile, de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers, ainsi que des troupes de protection aérienne.

Le rapport sur la politique de sécurité présenté en 1990 par le Conseil fédéral a également permis de lancer les réformes de l'armée et de la protection civile. Ces deux institutions se sont donné des plans directeurs, sur lesquels reposera la réalisation des réformes 95 pour l'armée et la protection civile. Ces deux projets battent leur plein, les

Simplicité, rapidité et coopération:
protection civile,
sapeurs-pompiers,
troupes de protection aérienne.



Simplicité, rapidité et coopération: protection civile, sapeurs-pompiers, troupes de protection aérienne

JM. C'est sur ce thème que Paul Thüring, directeur de l'OFPC, a centré son exposé d'introduction à Schwarzenburg. Le thème qui représente le fil conducteur de toutes les missions futures des partenaires chargés d'apporter leur aide dans les situations de nécessité.

Simple, car seules des structures simples, donc claires et aisément contrôlables sont performantes dans le chaos d'une catastrophe.

Rapide, parce que le facteur temps joue un rôle décisif pour l'aide en cas de catastrophe – notamment lorsqu'il s'agit de sauver des vies.

Coopération, parce que la solidarité permet d'obtenir une efficacité optimale.

Utiliser les synergies! Les organisations de protection civile ont largement à leur disposition leurs emplacements protégés. Dès que l'ordre d'occupation d'abris est donné, les

formations de sapeurs-pompiers doivent également être accueillies dans des lieux protégés. Les postes d'attente de l'OPC ou les abris sont prévus à cet effet.

Pour utiliser des synergies, il est nécessaire que les partenaires s'instruisent et s'entraînent ensemble. Il faut donc encore plus intégrer les centres d'instruction de la protection civile dans les concepts d'instruction des sapeurs-pompiers. Il est à cet égard important que le commandant militaire des troupes de sauvetage préparées à titre préventif soit informé du plan en cas de situation grave élaboré par les communes, les régions et les cantons. Il peut ainsi coordonner avec ce plan son propre plan d'intervention. Il est tout aussi important que les autorités ainsi que les cadres de l'OPC et des sapeurs-pompiers connaissent les moyens et les possibilités des trp sauv et les incluent dans leur dispositif pour constituer des efforts principaux. Là aussi, il faut discuter et s'entraîner ensemble!

bases légales – la loi militaire et la loi sur la protection civile, ainsi que les nombreuses mesures d'organisation – sont prêtes. Comme les sapeurs-pompiers sont inclus dans ces efforts de réforme, la Fédération suisse des sapeurs-pompiers a élaboré un modèle de base «Sapeurs-pompiers 95» dans le cadre des Plans directeurs Armée 95 et Protection civile 95.

Un groupe de travail dirigé par Karl Widmer, de l'Office fédéral de la protection civile, s'est vu confier par la Fédération suisse des sapeurs-pompiers, par l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie, par l'Office fédéral des troupes de protection aérienne et – ce n'est pas le moindre – par l'Office fédéral de la protection civile la mission d'élaborer des propositions de solutions pour délimiter les tâches et définir la collaboration entre les trois partenaires que sont les sapeurs-pompiers, l'armée (troupes de protection aérienne, rebaptisées depuis peu «troupes de sauvetage») et la protection civile. Le fruit de cette réflexion a été résumé dans le rapport final remis en septembre 1992 par ce groupe de travail.

Dans son rapport, le groupe de travail a suggéré que des représentants des trois organisations partenaires et d'autres personnes intéressées se réunissent au plus tôt pour expliquer le rapport final à un public plus large, présenter des projets types et confronter leurs opinions. Ce premier rapport commun a ainsi très bien «passé la rampe» le 20 janvier dernier.

Solidarité entre partenaires

Paul Thüring, directeur de l'Office fédéral de la protection civile, a décrit la mission élargie qui incombe désormais à la protection civile. Conformément à son nouveau plan directeur, cette institution est en effet chargée non seulement d'assurer la protection de la population en cas de conflits armés, mais également de fournir une aide en cas de catastrophes et dans d'autres situations de nécessité. La protection civile doit par conséquent se doter de nouvelles structures afin de garantir l'efficacité de ses engagements dans des circonstances très diverses. Certaines activités dictées par sa nouvelle mission présentent des points communs avec celles des autres partenaires de la défense générale.

Selon Paul Thüring, le principe selon lequel «simplicité, rapidité et coopération» sont le gage d'une intervention efficace permettra d'aboutir à des solutions concrètes de collaboration. Il convient également que chaque organisation assume les tâches pour lesquelles elle est le mieux préparée, tout en se tenant prête à soutenir ses partenaires. Lors d'une mise sur pied due à une situation extraordinaire ou un conflit armé, les interventions des sapeurs-pompiers seront donc, à l'avenir,

conduites par le commandant des sapeurs-pompiers, celles des formations de sauvetage de la protection civile étant conduites par le chef de l'organisation de protection civile. Les troupes de sauvetage de l'armée seront engagées comme jusqu'ici à titre subsidiaire, c'est-à-dire en renfort. Il importe en tout cas que les partenaires organisent des cours d'instruction ou des exercices communs et qu'ils échangent en permanence leurs informations. Pour sa part, Willy Gabl, président central de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers, souligne que la nouvelle mission dévolue, dès 1995, aux sapeurs-pompiers a également été élargie en vertu du principe préconisant l'engagement de moyens «ordinaires, si possible, extraordinaires, si nécessaire». En cas de service actif comme en temps de paix, les sapeurs-pompiers constituent dorénavant le premier moyen d'intervention mis à la disposition des communes pour le sauvetage, la lutte contre le feu et la prévention de dommages consécutifs à des catastrophes. Des problèmes se posent quant aux effectifs nécessaires, en particulier dans les communes de moins de 1000 habitants. Ces problèmes peuvent cependant être résolus grâce à l'appui du personnel généreusement mis à la disposition des corps de sapeurs-pompiers par l'armée et la protection civile. Dans ce contexte, des solutions doivent encore être trouvées en ce qui concerne l'égalité des droits des sapeurs-pompiers et des personnes astreintes à servir dans la protection civile et l'armée (taxes d'exemptions du service militaire, allocations pour perte de gain, assurances).

Le brigadier Peter Bieder, directeur de l'Office fédéral des troupes de protection aérienne a, quant à lui, exposé les principes régissant l'intervention des troupes de protection aérienne. Comme l'indique le plan directeur 95 de l'armée, ces dernières seront dénommées troupes de sauvetage à partir de 1995. Par ailleurs, la création d'un régiment d'aide en cas de catastrophe permettra à l'armée d'intervenir de façon plus rapide et plus efficace encore.

Réunis en groupes de travail, les participants à cette journée ont ensuite examiné attentivement diverses questions concernant la collaboration entre les partenaires de la défense générale. Les entretiens ont démontré que seule la discussion permet de parvenir à des solutions satisfaisantes. Une première série de mesures a été proposée. Lorsque certains points de détail auront été résolus, des solutions concrètes permettront d'assurer une transition harmonieuse jusqu'à l'entrée en vigueur, le premier janvier 1995, des nouvelles dispositions relatives aux structures de la protection civile 95, de l'armée 95 et des corps de sapeurs-pompiers 95. ■

(Der deutsche Text ist in Nr. 3/93 erschienen.)

Protezione civile 95 – Esercito 95 – Pompieri 95: primo rapporto in comune

Maggior efficienza grazie alla collaborazione

JM. I nuovi concetti direttivi della protezione civile, dell'esercito e dei pompieri prevedono un impiego coordinato delle tre organizzazioni. Grazie ad una maggiore collaborazione dovrebbe essere possibile sfruttare le sinergie, evitando i doppi. Il 20 gennaio 1993 presso il Centro federale d'istruzione della protezione civile a Schwarzenburg è stato organizzato un seminario per definire i particolari. Alla manifestazione erano presenti per la prima volta tutti i capi degli uffici cantonali e dell'Ufficio federale della protezione civile, i dirigenti della Federazione svizzera dei pompieri e delle truppe di protezione aerea.

Con il Rapporto del Consiglio federale sulla politica di sicurezza pubblicato nel 1990 sono state gettate le basi per le riforme dell'esercito e della protezione civile. Entrambe le istituzioni hanno fissato dei concetti direttivi sulla base dei quali vanno realizzate le riforme denominate Esercito 95 e Protezione civile 95. Le operazioni sono in pieno

svolgimento, le basi legali – la Legge militare (LM) e la Legge sulla protezione civile (LPCi) – e le numerose misure organizzative sono state approntate. Poiché anche i pompieri sono coinvolti in questi tentativi di riforma, la Federazione svizzera dei pompieri ha elaborato un modello di base denominato «Pompieri 95».

Un gruppo di lavoro presieduto da Karl Widmer dell'Ufficio federale della protezione civile ha ricevuto dalla Federazione svizzera dei pompieri, dall'Associazione delle assicurazioni antincendio cantonali, dall'Ufficio federale delle truppe di protezione aerea e – last but not least – dall'Ufficio federale della protezione civile l'incarico di elaborare proposte di soluzione per delimitare chiaramente i compiti e per definire precisamente i termini della collaborazione fra i tre partner pompieri, esercito (truppe di protezione aerea, risp. nell'avvenire: truppe di salvataggio) e protezione civile. Il risultato delle consultazioni è stato infine riassunto nel

Collaborare con gli altri in modo semplice e veloce: protezione civile, pompieri e truppe di protezione aerea

JM. Con questo motto il direttore dell'UFPC Paul Thüning ha iniziato la sua relazione introduttiva a Schwarzenburg. Si tratta quindi del motto che deve servire da direttiva per tutti i compiti futuri delle tre organizzazioni partner nell'aiuto d'emergenza.

Semplici, perché solo le strutture semplici e quindi chiare e sistematiche possono dar buoni risultati nel caos delle catastrofi.

Veloci, perché nell'aiuto di catastrofe ha enorme importanza il fattore tempo, soprattutto quando si tratta di salvare vite umane.

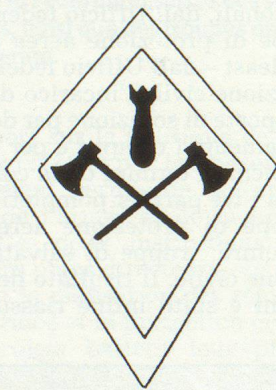
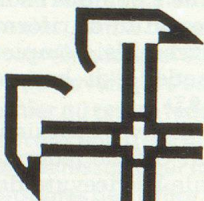
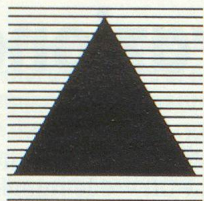
Uniti, perché solo grazie alla collaborazione si può ottenere la massima efficienza.

Sfruttare le sinergie! Le organizzazioni di protezione civile dispongono in gran parte di ubicazioni protette. Anche le formazioni dei pompieri devono poter essere protette nel migliore dei modi, dopo che è stata ordinata

l'occupazione dei rifugi. A tal scopo sono a disposizione gli impianti d'apprestamento delle OPC.

Per sfruttare le sinergie è necessario che i partner abbiano una formazione unitaria e possano esercitarsi insieme. Perciò i centri d'istruzione della protezione civile devono essere maggiormente integrati nel concetto d'istruzione dei pompieri. È particolarmente importante che il comandante militare delle truppe di salvataggio preparate a scopo precauzionale sia al corrente della pianificazione d'emergenza dei comuni, delle regioni e dei cantoni e possa basarsi su questa per predisporre la sua pianificazione d'intervento. È altrettanto importante che le autorità nonché i quadri delle OPC e i pompieri conoscano bene i mezzi e le possibilità delle truppe di salvataggio e li inseriscano nei loro dispositivi per stabilire le priorità essenziali. Anche in questo caso quindi l'imperativo importante è: collaborare ed esercitarsi insieme!

Collaborare con gli altri in modo semplice e veloce: protezione civile, pompieri e truppe di protezione aerea.



Rapporto finale del gruppo di lavoro del settembre 1992.

Nel suo rapporto il gruppo di lavoro propone che i rappresentanti delle tre organizzazioni partner ed altri interessati si riuniscano al più presto per illustrare il rapporto finale ad un pubblico più vasto, per presentare le loro idee e per realizzare uno scambio di opinioni. Questo primo rapporto comune è stato presentato e accolto favorevolmente il 20 gennaio.

Più efficienti grazie alla collaborazione reciproca

Paul Thüning, direttore dell'Ufficio federale della protezione civile, ha illustrato la nuova missione, più completa rispetto a quella definita nella Concezione 1971, prevista dal nuovo concetto direttivo. In futuro la protezione civile verrà quindi impiegata per far fronte ai conflitti armati, alle catastrofi e ad altre situazioni d'emergenza, per cui si dovranno creare nuove strutture per garantire un impiego razionale dei mezzi a disposizione. Secondo il principio «Collaborare con gli altri in modo semplice e veloce», ha continuato Thüning, si devono trovare delle soluzioni che sfruttino le affinità tra i diversi partner.

In linea di massima ogni organizzazione esegue i compiti che le sono più confacenti, e si prepara nel contempo ad aiutare gli altri in caso di bisogno. Di conseguenza, in caso di chiamata al servizio attivo o per far fronte ad un'emergenza, i pompieri lavoreranno sotto la direzione del loro comandante, mentre le truppe di salvataggio sotto-stanno agli ordini del capo dell'organizzazione di protezione civile. Le truppe di salvataggio dell'esercito verranno impiegate a titolo sussidiario, vale a dire per coadiuvare gli altri organi d'intervento formando dei punti chiave. Per arrivare a questo risultato è tuttavia indispensabile che i partner istruiscano ed esercitino le loro truppe in occasione di manifestazioni comuni, senza per questo trascurare lo scambio d'informazioni.

Durante il suo intervento, Willy Gabl, presidente centrale della Federazione svizzera dei pompieri, ha detto che con il nuovo concetto 95 verrà esteso anche il compito dei pompieri. Infatti, secondo il principio «Più normale possibile, straordinario unicamente laddove strettamente necessario», in futuro i corpi pompieri adempiranno ai loro compiti anche durante il servizio attivo. Attualmente si riscontrano alcuni problemi per quanto riguarda gli effettivi, soprattutto nei comuni piccoli con meno di 1000 abitanti. Questi dovrebbero comunque essere risolti esonerando un numero corrispondente di militi dell'esercito e della protezione civile. Inoltre rimane da chiarire la questione della parificazione sociale dei pompieri ai membri delle altre due organizzazioni, segnatamente per quanto riguarda la tassa d'esenzione dal servizio militare, l'indennità per la perdita di guadagno e la protezione assicurativa.

Il Brigadiere Peter Bieder, direttore dell'Ufficio federale delle truppe di protezione aerea, ha presentato il concetto relativo all'intervento delle truppe di protezione aerea, le quali verranno in futuro chiamate truppe di salvataggio, conformemente al concetto direttivo dell'esercito 95. La formazione del reggimento di catastrofe, dovrebbe permettere all'esercito di intervenire in modo ancora più rapido ed efficiente. Suddivisi in diversi gruppi di lavoro, i partecipanti hanno avuto modo di approfondire le diverse questioni legate alla collaborazione. Fu subito chiaro che non si possono trovare soluzioni valide, senza che vi sia un colloquio aperto tra i diversi partner. Ora si tratta di approfondire e concretizzare i primi abbozzi di soluzione, al fine di garantire il passaggio dalle strutture attuali alla protezione civile 95, all'esercito 95 e ai pompieri 95 entro il 1° gennaio 1995. ▀

(Der deutsche Text ist in Nr. 3/93 erschienen.)

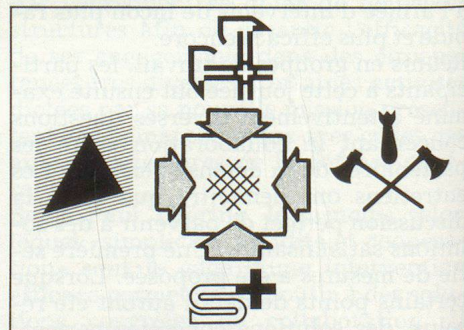
15. Juni:
Illustre Referenten an der Eröffnung der «Gemeinde 93» in Bern

Zusammenarbeit bei der Hilfe am Nächsten

JM. Den Auftakt zur wichtigsten Messe für den Zivilschutz in diesem Jahr – der «Gemeinde 93» (siehe Bericht rechts) – macht eine Informationsveranstaltung zur Sonderschau «Nothilfe in der Gemeinde» auf dem Berner Ausstellungsgelände. An dieser Veranstaltung und selbstverständlich auch an der Sonderschau und an der übrigen Ausstellung sind Sie herzlich willkommen. Hier das Programm in Kürze:

Informationsveranstaltung
«Die Bedeutung der Nothilfe und die Zusammenarbeit der Einsatzkräfte in der Gemeinde»

- 10.15 Uhr Begrüssungskaffee, Tageskasse
- 10.50 Uhr Einführung und Zielsetzung: Ständerat Robert Bühler (LU), Zentralpräsident des Schweizerischen Zivilschutzverbandes
- 11.05 Uhr Nothilfeorganisation in der Gemeinde. Erfahrungen aus Einsätzen; Führungsstruktur: Nationalrat Franz Steinegger (UR)
- 11.35 Uhr Die Verantwortung der Gemeinde und der Gemeindebehörden: Nationalrätin Elisabeth Zölch (BE)
- 12.15 Uhr Mittagessen



Nothilfe in der Gemeinde – im Verbund

«Gemeinde 93»: Der Zivilschutz informiert und berät

JM. An der grössten schweizerischen Fachmesse für öffentliche Betriebe und Verwaltungen, der «Gemeinde», ist dieses Jahr auch der Zivilschutz präsent: Zusammen mit seinen Verbundpartnern zeigt er vom 15. bis 18. Juni in Bern, wie die Nothilfe in der Gemeinde funktioniert.

In einer Sonderschau während der Fachmesse «Gemeinde 93» zeigen verschiedene Organisationen die Zusammenarbeit auf Stufe Gemeinde in der Not- und Katastrophenhilfe. Die Besucher werden mit einer Unwetterschadenlage konfrontiert und für die Thematik sensibilisiert.

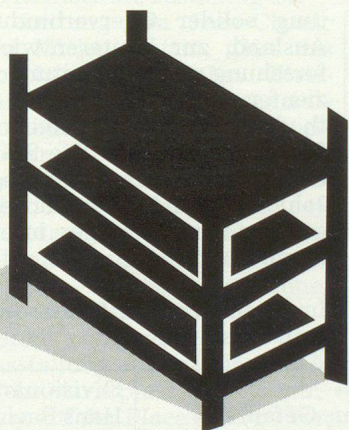
In einer für jung und alt sehr informativen, dreidimensionalen Darstellung auf einer Fläche von 30 x 40 Metern wird die Zusammenarbeit der beteiligten Partner Zivilschutz, Feuerwehr, Luftschutztruppen (künftig: Rettungstruppen) und Samariter gezeigt. Der Besucher wird über die Massnahmen beraten, welche im Rahmen der Neuorientierung der Leitbilder '95 aller Partnerorganisationen zu treffen sind. Grundlage der Sonderschau sind denn auch die Leitbilder '95 von Zivilschutz, Feuerwehr und Armee.

Das Zielpublikum ist weitgefasst: Behördenmitglieder der Stufen Bund, Kanton, Bezirk und Gemeinde, Kaderpersonal und weitere Angehörige des Zivilschutzes, der Feuerwehr, der Luftschutztruppen und der Samariterorganisationen sowie jede Bürgerin und jeder Bürger mit Interesse für das (überlebens-)wichtige Thema «allgemeine Sicherheit».

In der Trägerschaft machen seitens des Zivilschutzes unter anderem aktiv an der Ausstellung mit: der Schweizerische Zivilschutzverband, der Bernische Zivilschutzverband und das Bundesamt für Zivilschutz.

Auskünfte über die Ausstellung «Nothilfe in der Gemeinde» erteilen gerne:

- BEA bern expo (Organisator)
Telefon 031 42 19 88
- Schweizerischer Zivilschutzverband (Hans Jürg Münger)
Telefon 031 25 65 81
- Bernischer Zivilschutzverband (Therese Isenschmid)
Telefon 031 40 24 22
- Schweizerischer Feuerwehrverband (Ulrich Jost)
Telefon 031 44 83 11



Schutzraum-Liegestellen...

von BERICO garantieren Wohlbefinden und Sicherheit im Ernstfall. Denn dahinter stehen 40 Jahre Erfahrung in der Entwicklung und Herstellung von Schutzraum-Einrichtungen, -Abschlüssen und -Belüftungsanlagen.

Als Metallbaubetrieb mit Tradition setzen wir seit 40 Jahren erfolgreich auf Qualität.

BERICO – Ihr Partner für Schutzraumartikel, Normbauteile, Torbau, Metallbau und Kunststoff-Fenster.

BERICO

BERICO AG
8172 Niederglatt
Tel. 01 850 16 11
Fax 01 850 22 44



BMW VOGEL VERPACKUNGEN

Der Sicherheits-Papierkorb mit seinem brandhemmendem Abdeckring hilft Ihnen, Brandschäden zu vermeiden.

Dank seiner guten Funktionsweise sowie dem günstigen Preis-/Leistungsverhältnis wird dieser Papierkorb seit Jahren in der Basler Chemie eingesetzt.

Lieferbar in den Grössen:
16 Liter / 27 Liter / 50 Liter

Verlangen Sie ein unverbindliches Angebot

Sicherheits-Papierkorb

in drei verschiedenen Grössen

BMW-VOGEL AG

CH-4147 Aesch Industriestrasse 37
Tel. 061 78 13 13 Fax 061 78 14 32

Die Parlamentarische Gruppe für Sicherheitspolitik wurde konstituiert

Sicherheitspolitik: Parlamentarische Gruppe wird aktiv

JM. Sicherheitspolitisch interessierte Mitglieder der eidgenössischen Räte sind in der Parlamentarischen Gruppe für Sicherheitspolitik zusammengeschlossen. Die Gruppe hat sich in Bern konstituiert und den schweizerischen Beitrag zur Friedenssicherung und zur Rüstungsbegrenzung in Europa diskutiert.

An die dreissig National- und Ständeräte bekundeten am 9. März in Bern durch ihre Teilnahme an der Konstituierung der Parlamentarischen Gruppe für Sicherheitspolitik ihr Interesse an sicherheitspolitischen Fragen. Im An-

schluss an die von Ständerat Dr. Willy Loretan präsidierte konstituierende Sitzung referierte Brigadier Josef Schärli, Delegierter für Rüstungskontrolle und Friedenssicherung im Stab der Gruppe für Generalstabsdienste, über «Aktuelle Probleme der Rüstungskontrolle und Friedenssicherung aus militärischer Sicht der Schweiz». In seinem engagierten Vortrag zeigte Schärli die vielfältigen, in der Öffentlichkeit meist wenig bekannten guten Dienste auf, die die Schweiz im Rahmen der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) leistet und wies auf die zum Teil erheblichen Schwierigkeiten hin, denen sich unser Kleinstaat bei seinen entsprechenden Missionen gegenüber sieht.

Die Anwesenden waren sich einig, dass die Schweiz trotz solcher Hürden im Rahmen ihrer rechtlichen, politischen und finanziellen Möglichkeiten alles unternehmen muss, um an friedenssichernden Operationen mitzuwirken.

Ein Bundesgesetz über schweizerische Truppen für solche Aktionen zugunsten von KSZE und UNO («Blauhelm-Bataillon») hat der Ständerat bekanntlich Anfang März gutgeheissen.

Dem Leitungsausschuss der Parlamentarischen Gruppe für Sicherheitspolitik gehören nebst Ständerat Dr. Willy Loretan als Präsident die folgenden Ratsmitglieder an: Ständeräte Robert Bühler, Hans Jörg Huber und Ernst Rüesch, Nationalrätin Elisabeth Zölch sowie die Nationalräte Max Dünki, Fritz Hari, Josef Leu, Jean-François Leuba, Werner Marti und Walter Steinemann. Vorgängerin der jetzt konstituierten Gruppe war die vor gut vier Jahren vom damaligen Nationalrat Paul Fähr ins Leben gerufene Parlamentarische Arbeitsgruppe Gesamtverteidigung. Das Zentralsekretariat des Schweizerischen Zivilschutzverbandes übernimmt für die neue parlamentarische Gruppe gewisse administrative Aufgaben. ▀

Schweizerische Gesellschaft für Kulturgüterschutz (SGKGS): vielfältiges Jahresprogramm

Den Kulturgüterschutz näherbringen

Die Schweizerische Gesellschaft für Kulturgüterschutz, nach einer längeren Vorbereitungsperiode am 14. Mai 1964 in Zürich gegründet, fördert im Rahmen unserer Gesamtverteidigung alle

Bestrebungen zur Sicherstellung und Respektierung einer intakten Überlieferung des kulturellen Erbes unserer Heimat an unsere folgenden Generationen. Sie ist eine parteipolitisch und konfessionell neutrale, gesamtschweizerische Vereinigung privaten Rechts, mit voller Handlungsfreiheit. Als älteste europäische Kulturgüterschutz-Fachinstitution, ohne Bindungen irgendwelcher Art, übt die SGKGS eine intensive Informationstätigkeit auf nationaler Ebene aus, bei Aufrechterhal-

tung solider Querverbindungen zum Ausland, zur Weiterentwicklung (Erforschung und Bearbeitung neuer, effizienter und operationeller Schutzmethoden) und zum fachtechnischen Erfahrungsaustausch. Die SGKGS organisiert seit ihrer Gründung Jahr für Jahr Kolloquien, Seminarien, Referate sowie ein mehrtägiges internationales Symposium.

Im laufenden Jahr finden die folgenden Anlässe statt:

IS/SI 93		12. + 13.5.93	Interlaken und Umgebung	«Strategischer Wandel – Bedrohungswandel: neue Gefahren für unsere Kulturgüter?» «Changement stratégique – modification de danger: de nouvelles menaces pour nos BC?»	Divisionär Dr. iur. Hans Bachofner szt Stabschef Operative Schulung und Chefredaktor ASMZ
Colloque	I/93	11. 6. 93	Orbe VD	a) Mesures de sécurité pour BC b) La photogrammétrie pour BC c) Présentation Banque-données BC d) Mesures-PBC du Chef coord DG	– Securiton SA – Ing. Schenkel, ZH – Dr. phil. Meili – spécialiste du lieu
Colloquio	II/93	10. + 11.9.93	Poschiavo GR	a) Misure di sicurezza per BC b) Fotogrammetria per BC c) Presentazione Banca-dati BC d) Misure-PBC del Capo coord DG	– Securiton SA – Ing. Schenkel, ZH – Dr. phil. Meili – spec. del luogo
Kolloquium	III/93	8.10.93	Muri AG	a) Sicherheitsmassnahmen für KG b) Photogrammetrie für KG c) Präsentation der KG-Datenbank d) KGS-Massnahmen, Koord-Chef GV	– Securiton AG – Ing. Schenkel, ZH – Dr. phil. Meili – Spez. des Ortes
Kolloquium	IV/93	5.11.93	Huttwil BE	a) Sicherheitsmassnahmen für KG b) Photogrammetrie für KG c) Präsentation der KG-Datenbank d) KGS-Massnahmen, Koord-Chef GV	– Securiton AG – Ing. Schenkel, ZH – Dr. phil. Meili – Spez. des Ortes
Besichtigung Visite		27.5.93	Bern c/o Dr. phil. Meili	Präsentation der Datenbank für Schweizer Kulturgut Présentation de la banque des données pour BC suisses	
Forum KG-Sicherheit deutsch / français		22.6.93	Scuriton AG Zollikofen BE	– Sicherheiten in Museen, Archiven, Bibliotheken usw. – Sécurité dans les musées, archives, bibliothèques, etc.	

Auskünfte zu Ziel und Zweck und zu den Anlässen des SGKGS erteilt gerne deren Sekretariat: Postfach 961, 1701 Freiburg, Telefon 037 22 73 21.